Le bulletin
Hebdomadaire

Disponible sur l'Internet
www.usmission.ch

Cette Semaine

7 juillet 2006

Le monde exige une réponse de l'Iran d'ici au sommet du G8
Résumé des propos de Mme Condoleezza Rice 1

Les États-Unis souhaitent une force de l'ONU au Darfour avant 2007
Plus vite l'ONU assumera le contrôle de la mission au Darfour, mieux ce sera, a déclaré M. John Bolton. ... 2

Il faut garantir l'innocuité du sang transfusé en Afrique subsaharienne
Dépositions de hauts responsables devant la sous-commission de la Chambre des représentants chargée de l'Afrique 3

Une communauté renaît grâce à l'échange de travail contre de la nourriture
Partenariat pour une vie meilleure..... 5

Le climat peut changer brusquement à cause de forces naturelles ou d'origine humaine
Résultats d'une étude portant sur des carottes glaciaires prélevées dans des zones tropicales 6

Un forum économique américano-arabe pour atténuer les malentendus culturels
La sous-secrétaire d'État pour la diplomatie publique, Mme Karen Hughes, y prône l'ouverture des économies, des esprits et du dialogue. 7

Le monde exige une réponse de l'Iran d'ici au sommet du G8

Résumé des propos de Mme Condoleezza Rice

Par Vince Crawley
Rédacteur du « Washington File

Washington - Le 5 juillet, la secrétaire d'État américaine, Mme Condoleezza Rice, a affirmé que les États-Unis et d'autres pays s'attendaient à ce que l'Iran réponde d'ici à la mi-juillet, lorsque aura lieu le sommet du G8 en Russie, à une proposition de pourparlers sur le nucléaire. Ce même jour, l'Iran avait manqué une réunion avec le principal émissaire de l'Union européenne.

« Nous allons voir ce qui va se passer au cours des deux prochains jours », a déclaré Mme Rice aux journalistes lors d'une réunion avec le ministre turc des affaires étrangères, M. Abdullah Gul. « Mais si l'Iran tergiverse, la tactique ne marchera pas. »

Le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, M. Javier Solana, devait en effet rencontrer son homologue iranien afin de discuter d'une offre diplomatique faite au début juin. Mais l'Iran a quitté la réunion.

Le 6 juin dernier, M. Solana a transmis une proposition de la communauté internationale qui autoriserait l'Iran à développer un programme d'énergie nucléaire s'il acceptait, en contrepartie, de stopper la mise au point d'armes nucléaires. Ce plan, s'il était accepté par l'Iran, déboucherait sur les premiers pourparlers directs entre les États-Unis et l'Iran depuis plus de 25 ans.

« La communauté internationale a dit qu'elle devait avoir une indication des intentions de l'Iran à ce sujet », a dit Mme Rice. « Nous devons savoir si la voie de la négociation est ouverte ou non. Il incombe réellement désormais à l'Iran de saisir cette offre excellente et d'y répondre. »

Cette proposition est composée d'une série d'incitations conçues par six pays : les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, à savoir la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Russie et la Chine, plus l'Allemagne. Ces six pays sont connus sous le nom de P5+1.

« Je puis vous assurer, a dit Mme Rice, que nous avons l'intention d'obtenir une réponse substantielle de l'Iran d'ici à la mi-juillet, lorsque les chefs d'État et de gouvernement des pays du G8 se réuniront à Saint-Pétersbourg » (Russie). « Il est simplement logique que la communauté internationale sache si l'Iran a l'intention de poursuivre la voie de la négociation ou non. »

Les membres du G8 sont l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie. Ils représentent, collectivement, près des deux tiers de la production économique du monde. Les chefs d'État de ces pays doivent se réunir à Saint-Pétersbourg du 15 au 17 juillet.

En ce qui concerne la Turquie, le département d'État affirme dans un communiqué que les relations entre ce pays et les États-Unis sont « caractérisées par d'étroits liens d'amitié, d'alliance, de confiance mutuelle et de communauté d'objectifs ». Les États-Unis et la Turquie souhaitent également promouvoir les valeurs et les idéaux de « paix, de démocratie, de liberté et de prospérité » est-il affirmé dans le communiqué.

M. Gul a déclaré que ce communiqué « permettra à nos deux pays de mener d'étroites consultations à de nombreux niveaux ». Sans être un plan d'action détaillé, ce document « établit un vaste ordre du jour commun entre nos deux pays ».

Les États-Unis souhaitent une force de l'ONU au Darfour avant 2007

Plus vite l'ONU assumera le contrôle de la mission au Darfour, mieux ce sera, a déclaré M. John Bolton.

Par Judy Aita
Correspondante du « Washington File »

Nations unies - Les États-Unis continueront à exercer des pressions pour que le contrôle de la mission de maintien de la paix que l'Union africaine a mise sur pied au Darfour soit transféré à l'ONU avant la fin de 2006, a dit le représentant permanent des États-Unis auprès de l'ONU, M. John Bolton, le 27 juin.

Il a souligné ce point à l'occasion d'une conférence de presse organisée à la suite d'une présentation au Conseil de sécurité, à huis clos, d'un compte rendu de la situation au Soudan par le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix, M. Jean-Marie Guéhenno, qui s'est récemment rendu dans la région.

L'ONU s'est donnée jusqu'en janvier 2007 pour assumer le contrôle des opérations de maintien de la paix au Darfour, mais, a indiqué M. Bolton, « le transfert peut - et doit - avoir lieu avant cette date ».

« Entre-temps, nous œuvrerons au renforcement de l'AMIS (la mission de l'Union africaine au Soudan), mais nous estimons que plus vite l'ONU assumera le contrôle de la mission au Darfour, mieux ce sera », a-t-il dit.

Pour sa part, M. Ghéhenno a fait remarquer qu'étant donné l'instabilité de la situation au Darfour, « il serait prudent d'avoir d'ici au mois de janvier 2007 une force importante sur le terrain qui devrait consister en trois brigades comprenant chacune entre 3 et 5 bataillons ».

En attendant, a-t-il indiqué, les Nations unies devraient immédiatement renforcer la force de l'Union africaine en lui fournissant une aide aux plans des communications et des transports, entre autres, et en renforçant ses capacités en matière de commandement et de contrôle en prévision du déploiement de la force de l'ONU.

Selon lui, une importante présence militaire pourrait aussi régler la situation au Tchad où les allégations d'incursions de la part des deux pays deviennent de plus en plus inquiétantes.

Bien que le président du Soudan, M. Omar Al-Bashir, ait laissé entendre qu'il n'accepterait pas de force de maintien de la paix de l'ONU sur le territoire soudanais, M. Ghéhenno a dit que les Nations unies pouvaient quand même augmenter le nombre des soldats de la force de l'Union africaine dont les effectifs s'élèvent à l'heure actuelle à 7.000.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, a précisé qu'il aurait des entretiens le 1er juillet avec M. Al-Bashir à l'occasion d'un sommet de l'Union africaine auquel participeront d'autres dirigeants africains. « J'espère que la pression collective portera ses fruits », a-t-il déclaré.

M. Annan a expliqué qu'il avait exhorté le Conseil de sécurité à exercer des pressions collectives et individuelles pour faire poids non seulement sur le gouvernement soudanais pour qu'il coopère et donne son accord au déploiement d'une force de l'ONU, mais aussi sur les rebelles qui n'ont pas encore signé l'accord de paix pour qu'ils le fassent, et pour que les deux camps appliquent de bonne foi toutes les mesures sur lesquelles ils se sont entendus dans le cadre de l'accord de paix d'Abuja.

Selon M. Bolton, le compte rendu donné par M. Ghéhenno « montre la difficulté de la mission, notamment si nous ne pouvons surmonter l'opposition du gouvernement de Khartoum ou obtenir la coopération des divers groupes rebelles, aussi bien de ceux qui ont signé l'accord de paix sur le Darfour que de ceux qui ne l'ont pas fait ».

Il a rappelé qu'il ne faisait aucun doute que l'Union africaine souhaitait remettre à l'ONU le contrôle de la mission au Soudan.

Il faut garantir l'innocuité du sang transfusé en Afrique subsaharienne

Dépositions de hauts responsables devant la sous-commission de la Chambre des représentants chargée de l'Afrique

Par Cheryl Pellerin
Rédactrice du « Washington File »

Washington - Les transfusions de sang contaminé jouent un rôle important dans la transmission du VIH/sida, du paludisme et de l'hépatite virale dans les pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, et c'est la raison pour laquelle les organismes sanitaires et d'assistance des États-Unis travaillent de concert pour mettre sur pied, dans ces pays, des programmes soutenables à long terme visant à garantir l'innocuité du sang destiné aux transfusions.

Le 27 juin, de hauts responsables du département d'État, de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), du ministère de la santé et des services sociaux (HHS) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) participaient à une séance de dépositions organisée par la sous-commission de la Chambre des représentants chargée de l'Afrique, des droits de l'homme dans le monde et des opérations internationales, qui se penchait sur la nécessité d'avoir des réserves de sang sûr et sur les difficultés auxquelles se heurtent les organes des États-Unis pour répondre à ce besoin.

À l'ordre du jour des membres de la sous-commission figuraient aussi les divers moyens de maintenir des réserves de sang sûr dans les systèmes de santé africains et la meilleure façon d'utiliser les ressources financières offertes par les États-Unis pour réaliser cet objectif.

L'Afrique subsaharienne, qui abrite plus de 10 % de la population du monde, n'a accès qu'à 6 % des réserves mondiales de sang.

Par ailleurs, cette région compte 60 % du nombre total de personnes séropositives par le VIH et enregistre une plus forte prévalence d'hépatites virales liées à des transfusions sanguines, de paludisme et de syphilis que les pays industriels.

Sang contaminé

« Pour ce qui est des transfusions sanguines dans les pays en développement, notamment en Afrique, les deux

principaux problèmes sont les pénuries de sang et le sang contaminé », a indiqué le docteur Neelam Dhingra, coordonnatrice de l'OMS pour la sécurité des transfusions sanguines.

Ces deux problèmes ont souvent de graves conséquences au plan de la santé et on peut leur imputer en particulier des décès dus à une hémorragie postpartum et la transmission d'infections dangereuses telles que le VIH et l'hépatite.

L'OMS prône l'adoption d'une stratégie à l'échelle mondiale en matière de sécurité des dons de sang. Elle convoque les réunions de la « Collaboration mondiale pour la sécurité des dons de sang » (Global Collaboration for Blood Safety, GCBS) pour qui elle assure le secrétariat. La GCBS est un réseau de 60 organisations internationales, institutions, associations, organes gouvernementaux et spécialistes représentant les pays en développement et les pays industriels.

Pour sa part, c'est principalement par le truchement du Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) que le gouvernement des États-Unis contribue de façon importante à la promotion d'un accès universel à un sang non contaminé, a indiqué Mme Dhingra.

En vertu de ce plan d'urgence, a-t-elle ajouté, « l'OMS est fière d'apporter une aide technique en vue du renforcement des services de transfusion sanguine en Éthiopie, en Haïti et en Namibie, trois des pays ciblés par le PEPFAR ».

Les pays visés par le PEPFAR sont l'Afrique du Sud, le Botswana, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Guyana, Haïti, le Kenya, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie.

Le PEPFAR

« Les pays en développement concernés par le Plan se heurtent à de grandes difficultés lorsqu'il s'agit de constituer et de maintenir une réserve adéquate de sang sûr », a souligné le docteur Caroline Ryan, attachée au Bureau du coordonnateur pour la lutte contre le sida au sein du département d'État, faisant remarquer que, dans ces pays, les systèmes de soins solides font défaut de même qu'une infrastructure fondamentale. Ces pays ne peuvent, en effet, compter sur une fourniture d'électricité ininterrompue ou sur la réfrigération et ne disposent que de trop peu d'installations adéquates ou de matériel de laboratoire.

En outre, ils n'ont pas mis en place les procédures administratives permettant d'acheter et de gérer les produits sanguins ou de réglementations permettant de vérifier l'innocuité du sang destiné aux tranfusions et l'usage qui est fait du sang en milieu hospitalier.

Pour réduire les risques de transmission du VIH/sida liée aux transfusions sanguines, a-t-elle précisé, le PEPFAR appuie les programmes mis en œuvre par les pays pour améliorer la qualité des réserves de sang en visant l'amélioraton des réglementations, en installant des laboratoires, en achetant des produits de base et en formant et en encadrant le personnel médical.

Durant l'année budgétaire 20005, le PEPFAR a appuyé 600 projets portant sur la sécurité transfusionnelle dans les pays qu'il cible.

En 2004, les partenaires du PEPFAR avaient consacré 24,4 millions de dollars en tout aux activités visant la sécurité sanguine dans les pays ciblés. En 2005, ce montant était passé à 50 millions de dollars. Pour l'année budgétaire 2006, 32,3 millions de dollars sont réservés à la sécurité du sang.

Améliorer les pratiques en matière de transfusion sanguine

L'USAID travaille avec divers partenaires pour améliorer les pratiques dans le domaine de la transfusion de sang et des accouchements ainsi que les systèmes de santé, a indiqué le docteur Robert Ferris, attaché au bureau de l'USAID chargé des questions liées à la santé dans le monde, qui a œuvré en vue d'instituer des réserves de sang plus sûres dans plusieurs pays, y compris au Nigeria et en Égypte.

Il a précisé que, par le biais du projet « sang sûr pour l'Afrique », l'USAID, en partenariat avec la Fondation ExxonMobil, la fondation Bill et Melinda Gates, les laboratoires pharmaceutiques Merck, le Centre épidémiologique fédéral (CDC), entre autres, était en train de mettre sur pied un centre de collecte et de distribution du sang à Abuja (Nigeria) dont l'objectif est de prévenir la transmission du VIH lors d'une transfusion sanguine.

À Abuja, où les services concernés par les dons de sang manquaient de personnel et de fonds, l'action de l'USAID, a-t-il dit, a appuyé la politique nationale en matière de sang et un service national de transfusions sanguines. Grâce au projet « sang sûr pour l'Afrique »,

18 centres nationaux de transfusions sanguines protègent désormais les réserves de sang du Nigeria.

En Égypte, l'USAID a travaillé avec des partenaires des secteurs public et privé pour renforcer les banques du sang et accroître les dons de sang. Elle a préparé également des recommandations à propos des précautions à prendre lors de la manipulation du sang.

L'USAID encourage aussi des pratiques qui permettent des accouchements sans danger et des soins appropriés aux parturientes, car l'hémorragie postpartum est une grave complication de l'accouchement qui exige souvent une transfusion sanguine.

« Nos programmes visent à réduire les besoins en matière de transfusion et s'appuient sur la prévention et sur l'adoption de protocoles permettant de surmonter l'hémorragie lorsqu'elle se produit », a dit le docteur Ferris.

Sécurité du sang et prévention

Dans le cadre du PEPFAR, a expliqué M. Jerry Holmberg, premier conseiller du HHS pour les questions liées à la politique nationale en matière de sang, le HHS et le CDC apportent leur aide à la mise sur pied de stratégies intégrées en ce qui concerne la sécurité du sang dans 14 des 15 pays ciblés par le PEPFAR, dont 12 se trouvent en Afrique subsaharienne.

Les initiatives qu'ils financent associent les services nationaux de transfusion sanguine à l'une des cinq organisations non gouvernementales qui jouissent d'une réputation de chef de file dans le domaine de la sécurité du sang. Cette stratégie comporte quatre volets :

- améliorer la capacité des laboratoires locaux à vérifier tous les dons de sang pour les infections acquises lors de transfusions et surtout le dépistage de ce sang pour la présence du VIH ;

- encourager le don régulier de sang non rémunéré par des personnes issues de populations présentant peu de risques ;

- former et éduquer le personnel médical local afin de réduire le nombre de transfusions inutiles, encourager l'usage de sang ne présentant aucun danger et accroître le recours à des solutions de remplacement à la transfusion ;

- prévoir la quantité de sang nécessaire chaque année afin de garantir une réserve suffisante dans chaque pays.

Afin de garantir un approvisionnement en sang adéquat et sûr, l'Institut national du cœur, des poumons et du sang, au sein de l'Institut national de la santé, apporte son appui aux études épidémiologiques qui sont menées sur les sites de colloques internationaux portant sur la sécurité transfusionnelle et les questions de disponibilité.

Une communauté renaît grâce à l'échange de travail contre de la nourriture

Partenariat pour une vie meilleure

Mme Ayan Abdi Mohamed est mère de sept enfants et depuis sa naissance, il y a 56 ans, elle a toujours vécu à Beledweyne, un village de Somalie. Elle se souvient du temps où son village n'avait pas encore sombré dans les affrontements entre tribus. Elle se souvient d'une époque où ses enfants et elle vivaient en toute tranquillité.

La guerre civile et les troubles en Somalie ont bouleversé sa vie. Elle a dû compter sur l'aide de ses proches, mais leur propre sort n'était souvent guère plus enviable que le sien, si bien qu'en peu de temps la famille tout entière s'est retrouvée complètement démunie.

« J'ai dû mendier pour pouvoir manger. C'était tellement humiliant que je pensais parfois qu'il était préférable d'attendre de mourir plutôt que d'aller mendier. Lorsqu'on est réduit à la mendicité, les gens ne vous respectent plus. J'avais perdu ma dignité. Je souffrais le martyre et c'est à ce moment-là que l'USAID est venue nous aider », explique-t-elle.

Après la guerre civile, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a pendant plusieurs années appuyé les programmes d'aide alimentaire destinés aux habitants de Beledweyne et leur sort s'est nettement amélioré. Récemment, l'USAID a de nouveau concentré ses efforts sur la région, et a remplacé le programme de distribution de vivres par un programme de travail contre nourriture qui vise la remise en état de l'infrastructure du village.

Mme Ayan fut l'une des premières personnes à s'inscrire pour du travail dans le cadre du nouveau programme et

elle s'est réjouie lorsqu'elle a compris que son travail serait rémunéré en nature, à savoir par de la nourriture. « Je suis plus heureuse maintenant. Je peux travailler pour assurer ma nourriture et mes conditions de vie se sont améliorées », affirme-t-elle.

Aujourd'hui, le bruit de gens qui pilent le sorgho et qui concassent le millet a remplacé celui des coups de fusil à Beledweyne, et les jeunes gens, qui ont échangé leurs fusils contre des marteaux, commencent à voler de leurs propres ailes.

Le climat peut changer brusquement à cause de forces naturelles ou d'origine humaine

Résultats d'une étude portant sur des carottes glaciaires prélevées dans des zones tropicales

Washington - Pour la première fois, des glaciologues ont comparé des éléments se trouvant dans des carottes glaciaires prélevées dans les Andes et dans la chaîne de l'Himalaya pour savoir comment le climat avait changé, et changeait encore, dans les zones tropicales.

La Fondation nationale des sciences, l'Administration des études océaniques et atmosphériques et l'université d'État de l'Ohio ont financé ces travaux de recherche, indique le communiqué de presse que cette université a diffusé le 26 juin.

Les résultats de ces travaux montrent un grand refroidissement il y a plus de cinq mille ans et un réchauffement plus récent ces cinquante dernières années.

Ils laissent penser que les grands glaciers situés dans les zones tropicales vont disparaître dans un avenir proche et indiquent que, dans la plupart des pays du monde, les glaciers et les calottes glaciaires reculent rapidement, même dans les régions où les précipitations augmentent. Il s'ensuit que c'est la hausse des températures et non pas la diminution des précipitations qui en est la cause.

Des chercheurs du Centre de recherche polaire de l'université d'État de l'Ohio et de trois autres universités ont mis ensemble des données climatiques chronologiques enregistrées dans sept lieux reculés au nord et au sud de l'équateur. Des carottes prélevées dans des calottes glaciaires et dans les glaciers ont permis de retracer l'histoire climatique de chaque région, de fournir dans certains cas des données annuelles et dans d'autres des moyennes décennales.

« Environ 70 % de la population mondiale vit maintenant dans des zones tropicales. Il est donc probable que lorsque des changements climatiques s'y produiront, les effets seront considérables », a déclaré le professeur de sciences géologiques Lonnie Thompson, de l'université d'État de l'Ohio.

Au cours des trente dernières années, le professeur Thompson a organisé une cinquantaine d'expéditions pour collecter des données climatologiques dans des glaciers et dans des calottes glaciaires. L'étude actuelle porte sur les carottes prélevées dans les calottes glaciaires de Huascaran et de Quelccaya au Pérou, dans la calotte de Sajama en Bolivie et dans les calottes de Dunde, de Guliya, de Puruogangri et de Dasuopu en Chine.

L'équipe de glaciologues a extrait de chaque carotte de glace des données chronologiques en calculant le rapport de deux formes chimiques d'oxygène, dénommées isotopes. Ce rapport constitue un indicateur de la température de l'air à l'époque de la glaciation.

Toutes les sept carottes glaciaires ont fourni des données claires pour chacune des quatre cents dernières années et des moyennes décennales remontant à deux mille ans. « Nous avons des données remontant à deux mille ans et lorsqu'on les met en graphique, on peut observer la période médiévale de réchauffement et le petit âge glaciaire », a-t-il dit.

Pendant la période médiévale de réchauffement, qui va de 1000 à 1400, les températures auraient été supérieures de quelques degrés à celles des périodes antérieure et postérieure. Ses effets climatiques ont été principalement ressentis en Europe et en Amérique du Nord.

La période suivante, le petit âge glaciaire, de 1400 à 1800, a vu une augmentation des glaciers en montagne et un refroidissement des températures mondiales, en particulier dans les Alpes, en Scandinavie, en Islande et en Alaska.

« On peut aussi voir clairement ce qui s'est passé au XXe siècle, et ce qui ressort particulièrement, que l'on considère chaque calotte glaciaire ou l'ensemble des sept, c'est le réchauffement inhabituel des cinquante dernières années. On ne trouve rien de tel pour les périodes antérieures, même pour la période médiévale de

réchauffement. » Les valeurs inhabituelles des isotopes de l'oxygène indiquent donc que les choses sont en train de changer considérablement.

Les données isotopiques sont claires dans toutes les carottes glaciaires, mais la donnée la plus frappante est l'apparition, dans la calotte glaciaire de Quelccaya qui a reculé ces dernières années, de plantes non fossilisées, qui poussent normalement dans les marécages.

Depuis leur découverte en 2002, les chercheurs ont trouvé vint-huit lieux limitrophes de la calotte glaciaire où ces anciennes plantes ont été exposées au jour. La datation à l'aide du carbone 14 révèle que ces plantes ont de cinq mille à six mille ans. « Il s'ensuit que le climat à la calotte glaciaire n'a jamais été plus chaud qu'aujourd'hui ces cinq mille dernières années ou plus. S'il avait été plus chaud, ces plantes se seraient décomposées. »

Selon les chercheurs, le grand changement climatique qui s'est produit il y a quelque cinq mille ans dans les zones tropicales a probablement causé un refroidissement dans ces régions puisque la calotte glaciaire s'est agrandie et a recouvert les plantes. Le fait qu'elles sont maintenant exposées au jour indiquent que l'opposé se produit à l'heure actuelle : le réchauffement important cause la fonte rapide de la calotte de glace.

Les glaciers dans les zones tropicales, a dit le professeur Thompson, constituent un système d'alerte pour le climat mondial parce qu'ils réagissent à la plupart des grandes variables climatologiques : température, précipitations, nuages, humidité et rayonnement solaire. « Cela nous montre que notre climat (...) peut changer abruptement à cause de forces soit naturelles soit d'origine humaine. Si ce qui s'est passé il y a cinq mille ans devait arriver de nos jours, cela aurait des implications socio-économiques de grande portée pour toute notre planète. »

Un forum économique américano-arabe pour atténuer les malentendus culturels

La sous-secrétaire d'État pour la diplomatie publique, Mme Karen Hughes, y prône l'ouverture des économies, des esprits et du dialogue.

Par David Shelby
Rédacteur du « Washington File »

Houston - Les malentendus entre le monde arabe et les États-Unis ne sont pas à sens unique, a souligné Mme Karen Hughes, sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique et aux affaires publiques, et pour que l'espoir caractérise l'avenir, il faut se pencher ensemble sur la recherche de solutions en encourageant l'ouverture des économies, des esprits et du dialogue.

« Lorsque je voyage dans le monde arabe, je me rends compte, et je suis sûre qu'il en est de même pour vous, qu'il y a une préoccupation, une suspicion, et même une méfiance en ce qui concerne les mobiles des États-Unis et certains éléments de notre politique. Récemment, nous avons été les témoins, ici aux États-Unis, d'inquiétudes, de suspicion et de méfiance à l'égard du monde arabe. La question de la gestion des installations portuaires américaines par une firme de Dubaï a suscité une vive polémique au sein de la population, qui était inquiète au sujet de la sécurité de l'Amérique après les attentats du 11 septembre », a dit Mme Hughes le 26 juin, à l'occasion du Forum économique américano-arabe qui se tenait à Houston (Texas).

De l'avis de l'un de ses fondateurs, M. Nasser Beydoun, c'est exactement pour s'attaquer à ce genre de problèmes que le Forum a été créé, les Américains d'origine arabe s'étant rendu compte, après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, du fossé croissant les séparant du monde arabe dans lequel ils ont leurs origines.

« Après le 11 septembre, la communauté des Américains d'origine arabe aurait pu tout simplement baisser les bras et ne rien faire. Mais notre foi dans les États-unis et nos espoirs dans le monde arabe sont bien trop forts et nous savions qu'il était possible d'améliorer les liens, de solidifier les amitiés, de rectifier les idées préconçues », a-t-il expliqué.

La Forum a tenu une première réunion en 2003 dont le thème était le développement des liens économiques naturels entre les États-Unis et le monde arabe.

Ces liens économiques, a fait valoir Mme Hughes, sont indispensables à la création de nouveaux débouchés et pour surmonter de vieux malentendus. À titre d'exemples des débouchés créés grâce à une politique économique ouverte, elle a cité l'essor du commerce entre les États-Unis et la Jordanie après l'adoption d'un accord de libre-échange et la croissance des exportations égyptiennes à destination des États-Unis à la suite de la création de zones industrielles qualifiées permettant l'admission de certains produits en franchise de droits de douane.

Tous les pays, a-t-elle recommandé, doivent s'employer à éduquer leur population à propos des avantages que confèrent le libre-échange et les investissements étrangers et, selon elle, l'échec du contrat relatif à la gestion des ports américains par une entreprise de Dubaï souligne la nécessité, pour le gouvernement américain, d'aider les Américains à mieux comprendre les apports positifs que font les sociétés arabes à l'économie des États-Unis.

Il s'agit en effet d'ouvrir l'esprit des gens. « Pour bâtir un monde où la méprise, la suspicion et la méfiance auraient disparu, il nous faut des esprits ouverts, des esprits ouverts à la vérité, que les mensonges n'affectent pas, que l'ignorance et la peur ne limitent pas », a-t-elle déclaré.

L'éducation est, pour elle, une bonne façon d'encourager la libre pensée et une appréciation de la liberté et de la tolérance.

« Une ouverture d'esprit pousse aussi les gens à défendre leurs droits, notamment le droit de vivre en liberté, de participer au choix de leur gouvernement, de vivre dans des sociétés équitables où règne la primauté du droit et où les responsables ne sont pas corrompus », a-t-elle précisé.

Pour sa part, l'administrateur de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), M. Randall Tobias, a indiqué que son principal rôle en sa qualité de responsable de la gestion de l'aide des États-unis à l'étranger, était de donner des moyens d'action à ceux qui cherchaient à responsabiliser leur gouvernement.

Par le truchement de nos programmes d'assistance, a-t-il dit, « nous devons aider les gens à être exigeants à l'égard de leur gouvernement et à rejeter tous les prétextes avancés pour justifier les échecs ».

Il a cité l'appui qu'apportent les États-Unis aux nouvelles organisations non gouvernementales en Irak en exemple de la façon dont les États-Unis s'efforcent de mettre en place la fondation institutionnelle devant sous-tendre un développement économique et politique autosuffisant.

« On a donné à ces organisations les outils et la formation nécessaires et elles en sont venues à comprendre en des termes très pratiques que la démocratie, c'était donner du pouvoir aux citoyens. Et ces citoyens, jadis opprimés sous Saddam Hussein, ont compris comment ils pouvaient avoir des exigences appropriées pour leur gouvernement », a-t-il expliqué.

Selon Mme Hughes, il n'est pas suffisant d'avoir un dialogue politique au sein des pays, il faut que les États-Unis et les pays du monde arabe œuvrent en vue d'encourager un dialogue mutuel plus constructif.

« En cette ère d'informations instantanées par le biais de l'internet, d'informations données par les chaînes câblées, de la télévision par satellite, il serait difficile d'imaginer que quelqu'un soit en mesure d'étouffer le débat. Il n'en demeure pas moins que ce qui passe parfois pour un débat n'est que le bruit de voix fortes qui ne s'entendent pas », a-t-elle précisé, ajoutant : « Je pense donc qu'il est très important que nous mettions à profit de tels forums pour encourager un véritable dialogue et l'encourager dans nos foyers, dans nos communautés, dans nos pays. »

Le département d'État, a-t-elle fait valoir, travaille à l'amélioration du dialogue interculturel en augmentant les ressources allouées aux programmes d'échanges au niveau individuel, en appuyant les projets portant sur l'enseignement de l'anglais (à l'étranger) et en ouvrant, pour les médias arabes, l'accès aux responsables américains et à leurs porte-parole.

En conclusion, Mme Hughes a mis au défi les chefs de file du monde des affaires et les responsables gouvernementaux réunis pour le Forum d'œuvrer en vue d'améliorer les relations américano-arabes pour que l'espoir, le respect mutuel, une plus grande intégration économique et sociale, le partenariat et davantage de possibilités caractérisent l'avenir de populations toujours plus nombreuses.